

**CONTRAT DE TRAVAIL POUR
JOUEURS NON AMATEURS
DES CLUBS DE SWISS
BASKETBALL**



**SWISS
BASKETBALL**

Entre les **parties contractantes** ci-après

1. _____
(le club, membre de Swiss Basketball)

association/société anonyme* ayant son siège _____ (*biffer ce qui ne convient pas)
à _____

représenté par _____ ci-après «**le club**»

en qualité d'**employeur**

et

2. _____
Monsieur/Madame¹

Nationalité(s) _____

né le _____ A _____

domicilié à (adresse du domicile) _____ ci-après «**le joueur**»

conseillé par _____ (nom et adresse de l'agent, de l'avocat, du représentant de l'association des joueurs SABP, etc.)

Pour les joueurs mineurs:

représenté légalement par _____ (nom et adresse du représentant légal)

en qualité de **salarié**

est conclu le présent **contrat de travail**:

¹ L'utilisation du genre masculin se réfère à des personnes physiques (en particulier des joueurs) qui comprend des hommes et des femmes. Il est renoncé au genre féminin pour des motifs de lisibilité.

Art. 1 Objet et composantes du contrat

Le présent contrat règle la relation de travail entre le club et le joueur. Il se compose du présent contrat de travail pour joueurs non amateurs des clubs de Swiss Basketball (ci-après le « contrat de travail »), ainsi que des conditions générales (CG) du contrat de travail pour joueurs non amateurs des clubs de Swiss Basketball, y compris ses annexes.

Les joueurs non amateurs sont ceux qui perçoivent pour leur participation aux compétitions des prestations pécuniaires supérieures au remboursement de leurs dépenses effectives augmenté d'un forfait pour frais d'un montant de CHF 500.- par mois².

Art. 2 Durée du contrat et temps d'essai

Cocher ce qui est applicable:

- Le contrat est conclu pour une durée indéterminée.**

ou

- Le contrat est conclu pour une durée déterminée, soit pour la période**

Du Au ³.

La durée initiale prévue peut être prolongée par les parties moyennant le respect des exigences de forme prévue par le contrat et ses conditions générales.

Cocher ce qui est applicable:

- Le temps d'essai est de _____ mois**

ou

- Pas de temps d'essai.**

² Les dépenses effectives sont les frais encourus par le joueur pour exercer son activité de basketteur, à savoir typiquement les frais de déplacement entre son lieu de domicile ou de travail et les installations d'entraînement (à raison de max. CHF 0.70/km) et les frais de l'équipement non fourni par le club (chaussures de basketball p. ex.). Ne font en revanche pas partie de ces dépenses, selon Swiss Basketball, les frais que le joueur devrait de toute manière prendre à sa charge pour vivre, à savoir p. ex. les frais de logement, de nourriture ou d'acquisition d'un véhicule.

³ Pour les joueurs non amateurs mineurs, la durée du contrat ne peut pas être supérieure à 4 ans (cf. art. 57 du Book 3 de FIBA Rules; www.fiba.basketball/internal-regulations/book3/players-and-officials.pdf).

Art. 3 Conditions suspensivesExamen médical

La validité du présent contrat est conditionnée à la délivrance d'un certificat médical, par le médecin agréé par le club, attestant de la capacité du joueur à exercer l'activité prévue par le présent contrat.

Le club doit faire procéder le joueur à cet examen dans les 7 jours suivant la date du début du contrat. A défaut, le présent contrat entre en force.

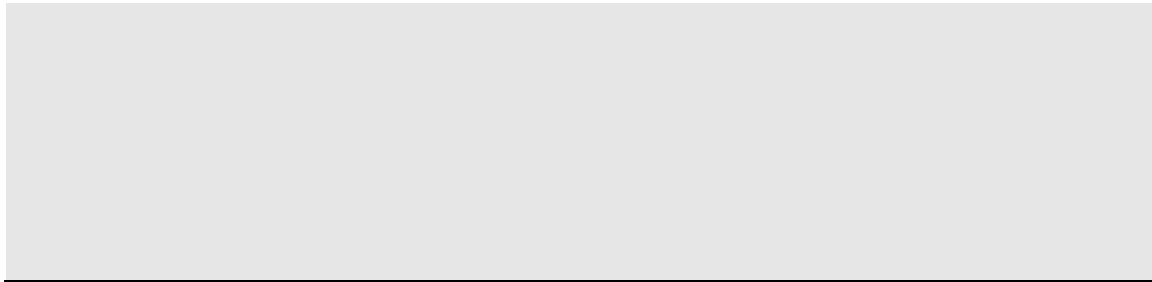
Si le club demande au joueur de s'entraîner ou de jouer avant l'examen médical, le contrat entre en force immédiatement dès le début de l'activité.

Autorisation de séjour pour joueur non-amateur étranger

Conformément à la législation suisse en matière de droit des étrangers, les joueurs non amateurs étrangers doivent disposer d'une autorisation de séjour pour évoluer en Suisse.

Art. 4 Résiliation du contrat avec effet immédiat pour de justes motifs

En plus des motifs indiqués à l'art. 3 des CG, comptent également comme justes motifs :



Art. 5 Rémunération du joueur

La rémunération du joueur se compose des montants bruts suivants :

Salaire brut total (nombre de mensualités versées) :

Primes (à détailler) :

Autres prestations

N.B: Cette rubrique vise les prestations de logement, de transport, de repas, d'équipement et d'éventuelles autres prestations en nature. Les parties doivent préciser, en CHF, la valeur brute annuelle de chaque prestation.

En tenant compte des modalités prévues à l'art. 19ss des CG, les prestations en espèces mentionnées dans cet article seront versées par le club au joueur, sur le compte ci-après (nom du titulaire, raison sociale de l'établissement bancaire, IBAN et clearing à préciser) :

Du salaire brut seront déduits les cotisations sociales à charge du joueur ainsi que le montant de l'impôt à la source, si le joueur est soumis à un tel mode de perception de l'impôt.

En cas de prolongation du contrat, le montant du salaire annuel brut est augmenté au *pro rata* de la durée de la prolongation convenue.

Cocher si applicable :

Retenue sur salaire convenue, selon les modalités suivantes (voir les maxima visées en notes de bas de page) :

Montant total de la retenue sur la durée du contrat⁴ : CHF ...

Montant mensuel de la retenue⁵ : CHF ...

⁴ Les parties peuvent convenir d'une retenue sur salaire à concurrence au maximum du salaire correspondant à une semaine de travail au total sur la durée du contrat.

⁵ La retenue sur le salaire ne peut pas dépasser, chaque mois, 10% du salaire brut.

Art. 6 Salaire lors d'un empêchement de travailler sans en être responsable

A) Maladie

Cocher ce qui convient :

- Règlementation légale selon art. 22, let. a des CG**
- Autre règlementation légale selon art. 22, let. b des CG**

B) Accident

(cocher si c'est le cas) :

- Complément à la règlementation légale selon art. 23, let. b des CG**

Art. 7 Prévoyance professionnelle

Conformément à la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivant et invalidité (LPP), le joueur est soumis à l'assurance obligatoire sur la prévoyance professionnelle dès qu'il atteint le salaire minimal LPP⁶. A cet effet, le club s'est affilié à l'institution de prévoyance suivante :

inscrite au registre de la prévoyance professionnelle.

Le joueur est en droit d'être couvert contre les risques conformément aux dispositions légales.

Le club doit affilier le joueur auprès de l'institution de prévoyance immédiatement après le début des rapports de travail.

Art. 8 Peines conventionnelles et autres sanctions

En cas de manquement grave ou répété aux obligations résultant du contrat conclu entre le club et le joueur, ou de sanction ordonnée par un organe sportif (Swiss Basketball, Swiss Olympic, FIBA), le club peut prononcer à l'encontre du joueur fautif, selon la gravité de l'infraction, les peines conventionnelles suivantes (art. 160ss. CO) :

En cas d'abus dans le comportement hors terrain (retards répétés et injustifiés à l'entraînement, rentrée tardive injustifiée de vacances, absences répétées et injustifiées, violation des obligations contractuelles, atteinte à l'image du club, etc.), une peine de

CHF _____

au maximum⁷.

⁶ Voir l'art. 7 LPP (www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19820152/index.html). Par exemple, le salaire minimum assuré selon LPP s'élève en 2018 à CHF 21'150.- par an.

⁷ Le montant peut aussi être fixé en pourcentage de la rémunération brute.

En cas de geste inconvenant, d'insultes ou d'agression physique sans lésion corporelle contre un tiers sur le terrain (notamment contre l'arbitre, un autre représentant officiel, un adversaire ou une personne du public), une peine de

CHF

au maximum.

Dans tous les cas, la peine doit être adaptée à la gravité du comportement du joueur. En outre, le club peut suspendre le joueur. En infligeant une peine conventionnelle, le club ne renonce ni à son droit de résilier le contrat pour de justes motifs, ni à celui d'exiger d'éventuels dommages-intérêts par la voie judiciaire.

Art. 9 Conventions particulières entre les parties

Art. 10 Dispositions finales

Les parties contractantes confirment par leur signature de ce contrat qu'elles ont connaissance du contenu de toutes les composantes du contrat (contrat de travail, CG, y compris ses annexes) et qu'elles les acceptent. Le club doit déposer le présent contrat auprès de Swiss Basketball selon l'art. 37 des CG.

Litiges (art. 40 CG)

Tout litige qui naîtra à partir ou en relation avec le présent contrat est soumis :

Cocher ce qui est applicable :

Seulement pour les joueurs qui gardent leur domicile à l'étranger durant le contrat :

au Tribunal Arbitral du Basketball (BAT) à Genève (Suisse) et devra être résolu en accord avec les Règles d'Arbitrage du BAT par un arbitre unique désigné par le président du BAT. Le lieu de l'arbitrage est à Genève (Suisse). L'arbitrage sera régi par le chapitre 12 de la loi fédérale sur le droit international privé, indépendamment du domicile des parties concernées. La langue de l'arbitrage sera l'anglais. L'arbitre devra statuer ex aequo et bono.

ou

aux juridictions ordinaires.

Lieu et date

Lieu et date

Signature du joueur et,

Signature du club

le cas échéant, de son conseiller
(intermédiaire, avocat, représentant SABP, etc..)

Deuxième signature
(si nécessaire)

Signature du représentant légal
(pour joueur mineur)